



RÉGION ACADÉMIQUE
OCCITANIE

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE



**Direction des
services
départementaux
de l'éducation
nationale de
l'Hérault**

Martine BOLUIX
Pôle en charge de la
coordination
interdépartementale,
adjointe au Secrétaire
général,
chargée du département
de l'Hérault

ref :
Affaire suivie par
Gaëlle VASSAS
Téléphone
04 67 91 52 09
courriel
gaelle.vassas
@ac-montpellier.fr

Direction des services
départementaux de
l'éducation nationale de
l'Hérault
31, rue de l'Université
CS 39004
34064 Montpellier
cedex 2

Montpellier le 20 novembre 2017

L'inspecteur d'académie,
directeur académique des services de
l'éducation nationale de l'Hérault

à

Mesdames les directrices et messieurs
les directeurs d'écoles

à

Mesdames et messieurs les professeurs
des écoles

s/c de mesdames les inspectrices et
messieurs les inspecteurs de l'éducation
nationale

OBJET : autorisations d'absences

Visa : circulaire n° 2002-168 du 2-8-2002

La présente note a pour objet de rappeler la réglementation en matière d'autorisations d'absence. Les personnels concernés sont tous les enseignants du 1^{er} degré titulaires, contractuels et stagiaires.

Une **application de gestion dématérialisée** des demandes d'autorisation d'absence a été développée au niveau académique. Cette procédure informatique permet une simplification et une gestion plus efficiente des demandes et doit conduire à une meilleure anticipation des remplacements à effectuer.

En conséquence, les demandes seront à enregistrer en ligne à partir du portail académique à l'adresse :

<https://personnels.ac-montpellier.fr/>

(Voir annexe 1 : modalités de connexion au portail académique).

Vous serez dirigé(e) vers le formulaire à compléter en ligne en fonction de la nature de votre absence.

Les demandes sous format « papier » seront systématiquement refusées.

Pour toute information, contacter

Gaëlle VASSAS

04 67 91 52 09

gaelle.vassas@ac-montpellier.fr

7 jours si elle se tient sur le temps devant élèves. L'organisation du service et la répartition des élèves incombent aux directeurs d'école. En cas d'impossibilité d'assurer la continuité du service, le directeur informe l'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription qui étudiera la situation sur l'école et prononcera, le cas échéant, des refus éventuels.

- **Article 13** : autorisations spéciales accordées **sous réserve des nécessités du service**, aux représentants des organisations syndicales mandatés par leurs organismes directeurs dont ils sont **membres élus ou nommément désignés**.

- **Article 15** : autorisations octroyées **sur présentation de la convocation sans être subordonnées à l'examen des nécessités de service**. Il n'y a donc pas lieu de remplir un formulaire d'autorisation d'absence. La durée de l'autorisation d'absence comprend outre les délais de route et la durée prévisible de la réunion, un temps égal à cette durée pour permettre aux intéressés d'assurer la préparation et le compte rendu des travaux.

- **Article 16** : congés pour **formation syndicale**.

- e- se rendre aux examens médicaux obligatoires liés à la surveillance de la grossesse, à l'assistance médicale à la procréation ou à la visite devant le médecin de prévention dans le cadre de la surveillance médicale obligatoire des agents.

II - LES AUTORISATIONS D'ABSENCE FACULTATIVES (annexe 1.B) ET ABSENCES POUR CONVENANCES PERSONNELLES (annexe 2)

La régularité des périodes de vacances tout au long de l'année scolaire et les horaires de travail doivent permettre de concilier vie pratique et vie professionnelle dans l'intérêt des élèves. En tout état de cause, il convient de privilégier **le hors temps scolaire**.

Les absences facultatives et absences pour convenances personnelles ne constituent **nullement un droit**. Ce sont de simples mesures de bienveillance de la part de l'administration. Lorsque les nécessités de service, d'accueil et de sécurité des élèves le permettent, elles seront autorisées, de manière exceptionnelle, avec vigilance et circonspection afin de ne pas perturber la scolarité des élèves et la continuité du fonctionnement du service public. Si le remplacement du professeur absent n'a pas pu être mis en place, **l'accueil des élèves doit être systématiquement prévu et assuré**, dans des conditions compatibles avec leur sécurité. Ces autorisations d'absence facultatives et pour convenances personnelles sont accordées, le cas échéant, **avec ou sans traitement** (dans ce dernier cas, avec déduction de l'ancienneté générale des services).

II - 1 Absences facultatives (annexe 1.B)

Elles sont **prévues par la réglementation**.

Elles sont accordées :

- **sous réserve des nécessités de service** ;
- avec ou sans traitement en application de la réglementation.

Les agents à temps partiel peuvent également y prétendre dans les mêmes conditions que les personnels travaillant à temps plein.

Ce type d'autorisation doit demeurer **exceptionnel et limité** aux cas prévus par la réglementation (cas recensés dans l'annexe 1.B du tableau de synthèse). Cependant certaines autorisations ne figurant pas dans ce tableau pourront également être accordées, notamment lorsque les absences relèvent d'un cas de « force majeure » : par exemple, demandes faisant suite à une obligation (convocation au tribunal, médecins spécialistes pour soi-même ou un proche...) ; accidents de vie (décès des grands-parents, beaux-parents, urgences médicales ...). De manière générale, il s'agira de demandes qui revêtent un caractère impératif et dont la date ne peut être choisie par l'enseignant, ou de demandes liées à un événement familial particulièrement grave.

Pour les autorisations d'absence pour convenances personnelles, vous devez en outre fournir obligatoirement à l'appui de votre demande une lettre explicative détaillée et motivée.

Les délais de dépôt des demandes doivent être impérativement respectés afin de permettre la mise en place du remplacement dans les meilleures conditions.

La directrice ou le directeur d'école émet un avis sur la possibilité de répartition des élèves. Votre demande est ensuite examinée par l'IEN qui indiquera également si une solution de remplacement est possible. Selon la délégation qui lui est consentie, l'inspecteur de l'éducation nationale en charge de votre circonscription prendra immédiatement une décision ou transmettra votre demande revêtue de son avis.

A NOTER

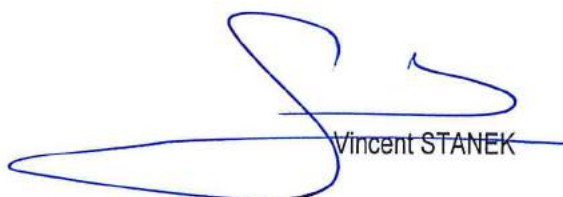
1-**les pièces justificatives** : toute demande d'absence doit être motivée et **obligatoirement** accompagnée des pièces justificatives. Si, **à titre exceptionnel**, les pièces justificatives ne peuvent être jointes lors de la demande, il conviendra de les transmettre via l'application en vous reconnectant à votre demande **au plus tard 48 heures après l'absence.**

2-**L'absence de justificatifs** ou le non-respect des délais de transmission des pièces justificatives entraînera, après constat par l'inspecteur de l'éducation nationale de l'absence de service, **un retrait sur traitement** dès le mois suivant, **sans rappel** préalable.

3- **Vous devez impérativement respecter les délais de dépôt des demandes** ; le non-respect de ce délai, s'il n'est pas justifié, constitue un motif de refus de l'autorisation d'absence.

4-**Toute absence prévisible** dont la demande parviendrait à la DSDEN **après l'absence** fera l'objet d'un retrait sur traitement, sans rappel préalable.

5-**Toute demande sans avis de l'IEN** sera retournée à l'école.



Vincent STANEK

Connexion au portail académique pour les utilisateurs :

<https://personnels.ac-montpellier.fr/>

Cliquer sur Intranet



Identifiant et mot de passe de la messagerie académique

Authentification

Identifiant	<input type="text"/>
Mot de Passe ou Passcode OTP	<input type="text"/>
	<input type="button" value="Valider"/>

Cliquer sur le lien correspondant à votre situation :
**pour le 1^{er} degré,
3^{ème} choix**

Accès aux applications - ARENA

Depuis :

- un E.P.L.E. (réseau administratif),
- un service académique (Rectorat, DSDEN, etc...),
- un autre point d'accès (École, domicile, réseau pédagogique...)

Choix du domaine

Gestion des personnels

Choix du sous-domaine

Applications locales de gestion des personnels
Autorisations absence 1er degré

Cliquer sur « Autorisations d'absence »

remarque : les enseignants peuvent utiliser l'url directe : <https://si1d.ac-montpellier.fr/aa1d/>

**AUTORISATIONS D'ABSENCE
POUR CONVENANCES PERSONNELLES**
(liste non exhaustive)

Rappel : Autorisations d'absence accordées à titre exceptionnel. Sans traitement. A prendre en priorité sur le hors temps scolaire.

Absences à caractère obligatoire :	
convocation par un tribunal	Accord avec traitement.
garde d'enfant malade	Au-delà du quota, accord sans traitement. Quota - Le nombre de jours dans l'année est le suivant : - si les deux parents peuvent bénéficier du dispositif, pour chacun : 6 jours pour un 100%, 5,5 pour un 90%, 5 pour un 80%, 3 pour un 50% ; - si l'agent élève seul son enfant ou si le conjoint ne bénéficie d'aucune autorisation : 12 jours pour un 100%, 11 pour un 90%, 9,5 pour un 80%, 6 pour un 50%
décès ou maladie très grave des grands-parents, beaux-parents, frère(s) et sœur(s)	Accord avec traitement 3 jours maximum
accident des conjoint, père, mère, enfants, grands-parents, beaux-parents	Accord avec traitement 3 jours maximum
rendez-vous notamment médical (spécialiste, examens ...) avec contrainte de date	Agent à temps plein : si un justificatif est joint, accord avec traitement Agent à temps partiel : - si les heures sont récupérées, accord avec traitement - si les heures ne sont pas récupérées, accord sans traitement
accompagner les père, mère, enfant, conjoint marié ou pacsé à un examen médical	Accord sans traitement.
mariage des père, mère, enfants, frères, sœurs, grands-parents, beaux-parents	Accordé avec traitement 1 jour.

Autres absences :	
autres décès que ceux indiqués ci-dessus	Si autorisation, pas de traitement.
assister à une réunion ou à une formation en lien avec le travail, mais qui n'est pas à l'initiative de l'éducation nationale	Si mission éducation nationale ou convocation d'une association partenaire de l'éducation nationale (USEP, AGEEM ...) : accord avec traitement. Sinon, refus ou exceptionnellement, accord sans traitement.
participation à une compétition sportive (sportifs de haut niveau inscrits sur la liste du ministère des sports)	Accord avec traitement.
accompagner un enfant à un examen scolaire, une soutenance de thèse, à une remise de diplôme à l'enfant	Accord sans traitement.
réunion parents-professeurs	Accord sans traitement
etc...	

Exemples de motifs irrecevables : (car possibilité de privilégier le hors temps scolaire)	
congrès ou assemblée générale d'une association (ou autre) à laquelle l'agent a choisi personnellement d'adhérer (ou de s'inscrire)	Refus d'autorisation.
formations universitaires suivies (hors congé de formation accordé après avis de la CAPD)	Refus d'autorisation.

Les autorisations d'absence de droit

Annexe 1A

NATURE	DUREE	PIECES A FOURNIR	TRAITEMENT	TEXTES DE REFERENCE	OBSERVATIONS / COMPETENCES
<p>Travaux d'une assemblée publique électorale</p> <p>Des autorisations d'absence sont accordées pour permettre à un membre d'un conseil municipal, général ou régional, de participer :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) aux séances plénières, 2) aux réunions des commissions dont il est membre, 3) aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où il a été désigné pour représenter la commune, le département ou la région, selon le cas. <p>Indépendamment des autorisations d'absence prévues ci-dessus, les maires, les adjoints, les conseillers municipaux des communes de 3 500 habitants au moins, les présidents et membres des conseils régionaux ont droit à un crédit d'heures leur permettant de disposer d'une part, du temps nécessaire à l'administration de la commune, du département, de la région ou de l'organisme auprès duquel ils les représentent, d'autre part, à la préparation des réunions et des instances où ils siègent.</p> <p>Les agents contractuels de l'Etat, des collectivités locales et de leurs établissements publics administratifs bénéficient des mêmes garanties.</p>	<p>Credit d'heures forfaitaire et trimestriel</p> <p>Demande à formuler au moins 3 jours avant l'absence en précisant la date et la durée de l'absence envisagée (par multiple de 3 h) accompagnée du décompte trimestriel du crédit d'heures</p>	<p>Attestation de la collectivité précisant la fonction d'élu, convocation à la réunion, etc...</p>	<p>Sans</p>	<p>Décret n°2003-836 du 01/09/2003, art.4 Instruction n° 7 du 23 mars 1950</p> <p>Code général des collectivités territoriales : - art. L. 2123-1 à L. 2123-3 sur les conditions d'exercice des mandats municipaux ; - art. L. 3123-1 à L. 3123-5 sur les conditions d'exercice des mandats départementaux ; - art. L. 4135-1 à L. 4135-5 sur les conditions d'exercice des mandats régionaux.</p>	<p>Sous réserve des nécessités du service. Pour les enseignants à temps partiel, le crédit d'heures est calculé au prorata du temps de travail.</p> <p>Le temps d'absence utilisé ne peut dépasser la moitié de la durée légale du travail pour une année civile.</p> <p>Les heures non utilisées pendant un trimestre ne peuvent pas être reportées.</p>
<p>Participation à un jury de la cour d'assises</p> <p>Autorisations spéciales d'absence à titre syndical (ASA) : réservées aux représentants des organisations syndicales qui sont mandatés et nommément désignés</p> <p>Article 13 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) pour participer aux congrès ou aux réunions des organismes directeurs des unions, fédérations ou confédérations de syndicats non représentées au conseil commun de la fonction publique. Les mêmes droits sont ouverts pour les syndicats nationaux qui leur sont affiliés 2) pour participer aux congrès ou aux réunions des organismes directeurs des organisations syndicales internationales, ou pour participer aux congrès et aux réunions des organismes directeurs des unions, fédérations ou confédérations de syndicats représentées au conseil commun de la fonction publique. Les mêmes droits sont ouverts pour les syndicats nationaux qui leur sont affiliés. 	<p>Selon la session</p> <p>10 jours</p> <p>20 jours</p>	<p>Convocation</p> <p>L'agent doit justifier du mandat dont il est investi</p> <p>L'agent doit justifier du mandat dont il est investi</p>	<p>Avec</p> <p>Avec</p>	<p>Lettre FP17 n° 6400 du 2 septembre 1991</p> <p>Décret n° 82-447 du 28 mai 1982 modifié - article 13</p> <p>Décret n° 82-447 du 28 mai 1982 modifié - article 13</p>	<p>Sous réserve des nécessités du service. Convocation à adresser au moins 7 jours avant la date du congrès.</p> <p>Sous réserve des nécessités du service. Convocation à adresser au moins 7 jours avant la date du congrès.</p>

NATURE	DUREE	PIECES A FOURNIR	TRAITEMENT	TEXTES DE REFERENCE	OBSERVATIONS / COMPETENCES
<p>Article 15 : Autorisations sur convocation : -pour siéger au conseil supérieur de la fonction publique, au sein des comités techniques et des commissions administratives paritaires, des comités économiques et sociaux régionaux, des comités d'hygiène et de sécurité, des groupes de travail convoqués par l'administration, des conseils d'administration des organismes sociaux ou mutualistes et des conseils d'administration des hôpitaux et des établissements d'enseignement, - ou pour participer aux réunions organisées par l'administration.</p>	<p>La durée de cette autorisation comprend, outre les délais de route et la durée prévisible de la réunion, un temps égal à cette durée pour permettre aux intéressés d'assurer la préparation et le compte rendu de ces travaux.</p>	<p>Présentation de la convocation.</p>	<p>Avec</p>	<p>Décret n°82-447 du 28 mai 1982 - article 15</p>	<p>Pas de réserve pour nécessité de service.</p>
<p>Article 16 : Crédit de temps syndical : Un crédit de temps syndical, utilisable sous forme de décharges de service ou de crédits d'heures selon les besoins de l'activité syndicale, est déterminé dans chaque département ministériel. Les décharges de service sont exprimées sous forme d'une quotité annuelle de temps de travail. Les crédits d'heures sont utilisés sous forme d'autorisation d'absence d'une demi-journée minimum</p>		<p>La liste nominative des bénéficiaires est communiquée par les organisations syndicales.</p>	<p>Avec</p>	<p>Décret n° 82-447 du 28 mai 1982 modifié – article 16</p>	<p>Sous réserve des nécessités du service. Dans la mesure où la désignation d'un agent se révèle incompatible avec la bonne marche de l'administration, le ministre ou le chef de service motive son refus et invite l'organisation syndicale à porter son choix sur un autre agent. La commission administrative paritaire ou la commission consultative paritaire compétente doit être informée de cette décision.</p>
<p>Congé pour formation syndicale La formation doit être délivrée par un organisme agréé par le Ministère de la Fonction publique. Dans chaque service déconcentré ou EPLE, le nombre de personnes pouvant bénéficier d'un tel congé au cours d'une même année scolaire ne peut excéder 5% de l'effectif de l'établissement. Dans la limite de ce contingent, l'effectif est déterminé en tenant compte de la représentativité des organisations syndicales aux CAP.</p>	<p>12 jours ouvrables (les mercredis et samedis sont des jours ouvrables entiers)</p>	<p>Fournir l'attestation d'assiduité ou de fin de stage lors de la reprise des fonctions.</p>	<p>Avec</p>	<p>Loi n°84-16 du 11 janvier 1984 (art.34) Décret n°84-474 du 15 juin 1984 art 1 Arrêté du 19 décembre 1999 Article 11 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986</p>	<p>Sous réserve des nécessités du service. A défaut de réponse au plus tard le 15^e jour qui précède le début du stage ou de la session, le congé est réputé accordé. La demande doit parvenir à l'IEN au moins 1 mois à l'avance.</p>

<p>Réunion d'information syndicale (RIS) sur temps scolaire : Les personnels sont autorisés, s'ils le souhaitent, à participer à l'heure mensuelle d'information syndicale (art.5) La date en est proposée par chaque organisation en concertation avec le DASEN, en début de trimestre</p>	<p>3h par trimestre</p>	<p>Elles doivent faire l'objet d'une information à l'EN au plus tard 48 h avant la réunion et ne nécessitent pas de demander une autorisation.</p>	<p>Avec</p>	<p>Sous réserve des nécessités de service. La tenue de la réunion ne doit entraîner aucune réduction de la durée d'ouverture des écoles. L'accueil, l'enseignement et la surveillance des élèves doivent être assurés en priorité.</p>
<p>Examens médicaux obligatoires liés à</p> <ul style="list-style-type: none"> - La grossesse - L'assistance médicale à la procréation - La visite annuelle devant le médecin de prévention dans le cadre de la surveillance médicale obligatoire des agents 	<p>Actes médicaux nécessaires pour chaque protocole du parcours d'assistance médicale</p>		<p>Avec</p>	<p>Le conjoint salarié (ou PACS) de la femme enceinte ou bénéficiant d'une assistance médicale à la procréation bénéficie également d'une autorisation d'absence pour se rendre à trois de ces examens médicaux obligatoires ou de ces actes médicaux nécessaires pour chaque protocole du parcours d'assistance médicale au maximum.</p>

Les autorisations d'absence facultatives Annexe 1B
Elles ne constituent pas un droit. Il s'agit de mesures de bienveillance relevant de l'appréciation du supérieur hiérarchique.

NATURE	DUREE	PIECES A FOURNIIR	TRAITEMENT	TEXTES DE REFERENCE	OBSERVATIONS / COMPETENCES
Fonctions publiques électives non syndicales - Candidature aux élections présidentielles, législatives, sénatoriales, régionales, cantonales et municipales ainsi qu'à l'élection du parlement européen - Membres du conseil d'administration des caisses de sécurité sociale ; - Assesseur ou délégué aux commissions en dépendant - Représentants d'une association de parents d'élèves ; - Fonction d'assesseur ou délégué de liste lors des élections prud'homales	20 jours maximum pour les élections présidentielles, législatives, sénatoriales et 10 jours pour les élections régionales, cantonales et municipales	Demande Pièces justificatives (dépôt de candidature à la préfecture, profession de foi ...) Sans	Sans	Circulaire FP/3 n°1918 du 10 février 1998 ouvrant la possibilité de faciliter de service pour participer aux campagnes électorales Note de service n°98-055 du 16 mars 1998 (Bo n°13 du 26 mars 1998) Loi n° 82-1061 du 17 décembre 1982 Circulaire FP/1530 du 23 septembre 1983 Circulaire FP/1913 du 17 octobre 1997 Circulaire FP/2023 du 10 avril 2002	Sous réserve des nécessités du service. Les jours peuvent être pris en une ou plusieurs fois. Les agents peuvent également demander à être placés en position de disponibilité (stagiaire). Sous réserve des nécessités de service. Sous réserve des nécessités de service Sous réserve des nécessités de service Sous réserve des nécessités de service Sous réserve des nécessités de service.
Participation aux cours organisés par l'administration	Durée du stage ou de la réunion 5 jours maximum par an pendant 2 ans consécutifs	Convocation	Avec	Décret n° 85-607 du 14 juin 1985	Sous réserve des nécessités de service.
Préparation aux concours de recrutement ou examen professionnel de l'Education nationale.	48 heures par concours avant le début de la 1 ^{ère} épreuve	Convocation	Avec	Décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007 – art 21	Sous réserve des nécessités de service, hors jour(s) d'épreuves. De droit le jour des épreuves.
Candidature à un concours de recrutement ou examen professionnel de l'Education nationale.	48 heures par concours avant le début de la 1 ^{ère} épreuve	Convocation	Avec	Circulaires du MEN n° 75-238 et 75-U-065 du 9 juillet 1975	Sous réserve des nécessités de service.

NATURE	DUREE	PIECES A FOURNIR	TRAITEMENT	TEXTES DE REFERENCE	OBSERVATIONS / COMPETENCES
- rentrée scolaire : facilités d'horaires accordées aux père et mère de famille fonctionnaires, lorsqu'elles sont compatibles avec le fonctionnement normal du service				Circulaire annuelle du ministère de la fonction publique	Non accordé car incompatible avec le fonctionnement normal du service.
- déplacement effectué à l'étranger pour raison personnelle (hors congés légaux)	A adresser au moins 1 mois avant le déplacement	Lettre motivée.	Sans	Note de service n°87-003 du 7 janvier 1987 Note de service n°87-062 du 17 février 1987	En considération des nécessités de service. Si engagement notoire sportif, humanitaire, culturel possibilité d'accord. Sinon : refus
Fêtes religieuses Le calendrier des principales fêtes est précisé chaque année par circulaire du ministère de la fonction publique		Lettre motivée	Avec	Circulaire FP n°901 du 23 septembre 1967 Circulaire FP du 10 février 2012 (liste des fêtes)	Si compatible avec le fonctionnement normal du service.
Cas particulier Autorisations d'absence susceptibles d'être accordées aux agents de l'Etat sapeurs pompiers volontaires.	Durée de l'intervention	Pièces justificatives	Avec	Circulaire du Premier ministre du 19 avril 1999	Sous réserve des nécessités de service.
Les autorisations d'absence pour convenances personnelles Ces autorisations non expressément prévues par les textes législatifs ou réglementaires seront généralement accordées à titre très exceptionnel, sans traitement..					
Mariage d'un proche	Le jour de la cérémonie ainsi que les délais de routes éventuels		Sans		
Hospitalisation d'un proche			Avec		

Annexe 1C